



Création d'emplois et développement économique local 2018

Résumé en français

Les innovations technologiques telles que l'automatisation et la transformation numérique alimentent la croissance de la productivité, accroissent les revenus, créent de nouveaux emplois et peuvent ainsi contribuer à améliorer les niveaux de vie. Mais ce nouvel avenir du travail entraînera-t-il une réduction ou une aggravation des fractures entre les individus ? Quels travailleurs seront remplacés par des robots et par l'intelligence artificielle ? Comment les travailleurs peuvent-ils s'adapter aux technologies et en tirer parti ? Et comment ces changements se concrétiseront-ils suivant le territoire où ils auront lieu ?

Ce rapport montre que la géographie influe sur l'avenir du travail. Le risque d'automatisation des emplois est plus élevé dans certaines régions que dans d'autres. L'examen des formes de travail atypiques, dont l'essor est favorisé par les évolutions technologiques, fait également apparaître des disparités frappantes à l'intérieur des pays, et elles influent sur les possibilités d'accès à des emplois de qualité. Des politiques nationales en phase avec les interventions des administrations régionales et des collectivités locales peuvent favoriser des processus d'automatisation et de transformation numérique qui soient propices aux gains de productivité sans être préjudiciables à l'inclusion.

Les effets de l'automatisation sur l'emploi seront variables suivant les régions et les localités dans la zone OCDE

Une comparaison de l'ensemble des régions des 21 pays de l'OCDE étudiés montre que la proportion régionale d'emplois fortement exposés au risque d'automatisation varie dans un rapport de plus de un à neuf. La proportion d'emplois plus ou moins susceptibles d'être automatisés est notable dans toutes les régions, mais la part de ceux qui sont fortement exposés au risque d'automatisation atteint près de 40 % dans certaines régions (en Slovaquie-Occidentale, par exemple), tandis qu'elle se limite à 4 % environ dans d'autres (notamment dans la région d'Oslo). À l'intérieur des différents pays, la proportion d'emplois fortement exposés au risque d'automatisation varie. Au Canada, l'écart entre la région où cette proportion est la plus forte et celle où elle est la plus faible est de 1 point de pourcentage seulement, alors qu'il est de 12 points de pourcentage en Espagne.

La bonne nouvelle, c'est que depuis 2011, dans la plupart des régions (60 %), les créations d'emplois peu susceptibles d'être automatisés ont été plus nombreuses que les destructions de postes dans les secteurs fortement exposés au risque d'automatisation. Les régions où la proportion d'emplois susceptibles d'être automatisés est relativement faible se caractérisent par une main-d'œuvre ayant un niveau de formation élevé, un secteur de services exportables dynamique et une forte urbanisation. Les régions qui pâtissent déjà d'une faible croissance de la productivité et d'un chômage élevé risquent davantage d'être affectées par l'automatisation dans l'avenir, ce qui contribue à aggraver encore la situation de faiblesse relative dans laquelle elles sont enfermées. Les responsables de l'action publique doivent par conséquent trouver un équilibre difficile entre la nécessité de favoriser l'automatisation pour renforcer la productivité et celle de gérer les pertes d'emplois qui en découleront à court ou moyen terme.

Les effets disparates de l'automatisation suivant les régions sont susceptibles de creuser les inégalités entre les territoires en termes de conditions d'emploi. Pour remédier à cette fracture, les pouvoirs publics devraient se focaliser à la fois sur les compétences des travailleurs et la montée en gamme des entreprises. Des programmes de formation et de recyclage peuvent être ciblés sur les personnes occupant des emplois fortement exposés au risque d'automatisation, tels que les assistants de fabrication de l'alimentation ou les chauffeurs de camions, entre autres. Il est important d'associer les employeurs au développement des compétences pour déterminer lesquelles sont requises sur le marché local du travail. Les politiques qui facilitent la transition vers de nouvelles activités économiques à plus haute valeur ajoutée, en particulier dans les régions tributaires de secteurs fortement exposés au risque d'automatisation, ont également un rôle essentiel à jouer. Les pouvoirs publics peuvent étayer cette transition en plaçant les entreprises dans un environnement propice à l'investissement dans des processus de production durables.

Le travail atypique progresse également de manière inégale et sa dimension précaire augmente

Il est également possible que les évolutions de la nature du travail d'origine technologique contribuent à l'essor du travail temporaire et à temps partiel observé dans la plupart des pays de l'OCDE. Là encore, les pouvoirs publics doivent prendre en compte les disparités constatées à l'intérieur de chaque pays. Ainsi, en Grèce, la proportion d'emplois atypiques a augmenté de 7 points de pourcentage dans une région, tandis qu'elle a diminué de 11 points de pourcentage dans une autre entre 2010 et 2016.

Le travail temporaire est plus fréquent parmi les femmes, les jeunes ou les travailleurs ayant un faible niveau de formation, mais les caractéristiques de l'économie locale sont également déterminantes. Pour les travailleurs peu qualifiés, la probabilité d'être employé sous contrat temporaire est plus forte dans les zones rurales que dans les villes. Par ailleurs, les régions où le secteur exportateur est relativement modeste tendent à employer davantage de travailleurs temporaires. Autrement dit, les régions qui sont déjà défavorisées sur le plan économique tendent à se caractériser par une plus forte proportion d'emplois prenant des formes atypiques.

Si la proportion de travailleurs indépendants considérés dans leur ensemble est restée stable ces dernières années, le pourcentage de travailleurs pour leur propre compte (c'est-à-dire de travailleurs indépendants sans salarié) a continué d'augmenter. Cela tient notamment à l'essor du travail indépendant à temps partiel – qui a concerné 25 des 31 pays de l'OCDE au cours des dix dernières années. La proportion de travailleurs indépendants varie de 10 points de pourcentage, voire davantage, selon les régions dans plusieurs pays. La transformation numérique de l'économie, notamment la montée en puissance de l'« économie à la demande », a joué un rôle à cet égard. Elle a contribué à l'essor de formes précaires de travail indépendant, caractérisées par une couverture sociale réduite, voire inexistante. Il est important que des mesures soient prises pour remédier aux effets négatifs des formes précaires de travail indépendant, ainsi que pour améliorer l'environnement des entreprises au niveau local.

Il est cependant possible de concilier productivité et inclusivité

Si les technologies tendent à renforcer la productivité du travail pour de nombreux emplois, certaines catégories d'actifs peuvent se trouver de plus en plus exclues du marché du travail ou enfermées dans le chômage, dans des emplois faiblement rémunérés ou dans des formes de travail atypiques. La mise en œuvre de politiques d'intégration des groupes défavorisés – tels que les chômeurs de longue durée, les personnes handicapées ou les immigrés – sera cruciale pour assurer la cohésion sociale et remédier aux inégalités.

Parmi les régions des pays de l'OCDE, les niveaux élevés de productivité vont en fait généralement de pair avec des taux d'inclusion élevés. Néanmoins, au sein d'un même pays et pour le même niveau de productivité, certaines régions semblent plus inclusives que d'autres.

Environ 30 % de la population de l'OCDE vit dans des régions ayant réussi à améliorer à la fois la productivité et l'inclusion (mesurée par le taux d'activité) depuis 2006. Toutefois, la moitié environ des résidents de la zone OCDE se trouvent dans des régions où la croissance de la productivité s'est accompagnée d'un recul de l'inclusion. Globalement, les villes européennes réussissent mieux que les villes des Amériques à conjuguer gains de productivité et renforcement de l'inclusion. L'utilisation d'un

indicateur composite d'inclusion fondé sur un plus large éventail de variables, concernant l'emploi, les compétences et les revenus, met en évidence des tendances régionales similaires.

De nombreux domaines de l'action publique contribuent à la fois à renforcer la productivité et l'inclusion, qu'il s'agisse des politiques relatives au marché du travail, à l'innovation ou aux transports. Les données disponibles confirment l'importance de prendre des mesures adaptées aux spécificités locales dans tous les domaines de l'action publique. Ce rapport souligne que l'on peut améliorer l'insertion sur le marché du travail des groupes vulnérables et défavorisés en leur dispensant des formations et en les dotant de compétences avant qu'ils n'accèdent à l'emploi, en associant le groupe ciblé à la conception des programmes et à leur mise en œuvre, et en intégrant ces efforts dans un processus de développement mené par les acteurs locaux. Un exemple d'efforts déployés en faveur de communautés autochtones est examiné.

L'économie sociale peut constituer un pilier complémentaire de ces politiques, car elle est fréquemment axée sur l'emploi de personnes défavorisées. Soutenir les entreprises sociales en améliorant leur cadre réglementaire, en veillant à ce qu'elles aient accès aux mécanismes de financement courants (notamment en matière de garanties), et en leur apportant des aides spécifiques constituent certaines des voies pouvant être empruntées pour renforcer l'économie sociale. Le soutien apporté par le secteur public aux organisations de l'économie sociale prend en outre la forme de marchés publics, d'aides à l'emploi et de cycles de financement plus longs.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.



Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© OCDE (2018), *Job Creation and Local Economic Development 2018*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/9789264305342-en